



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Licenciements-chez-Merinov-et-dans-les-CRE-L-expertise-regionale-paie-en-core-le>

# Licenciements chez Merinov et dans les CRE - L'expertise régionale paie encore le prix des coupes du gouvernement (SPGQ)

Date de mise en ligne : vendredi 12 décembre 2014

- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**QUÉBEC, le 12 déc. 2014 - Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) déplore la vague de licenciements qui vient mettre en péril Merinov, le Centre d'innovation de l'aquaculture et des pêches du Québec, et qui condamne les conférences régionales des élus (CRE) de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent. « Plutôt que de s'occuper des vraies affaires, comme de freiner le recours abusif à la sous-traitance, l'évasion fiscale, les bonis indécents et le copinage éhonté, le gouvernement choisit de couper les vraies affaires comme l'expertise régionale », dénonce le président du SPGQ, M. Richard Perron.**

Le 15 décembre prochain, quelque 50 employés de Merinov, réparti dans quatre centres situés sur la Côte-Nord, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, recevront un avis de licenciement collectif. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) ayant négligé de confirmer le financement de projets et du renouvellement de l'entente de partenariat avec Merinov, cet organisme se verra amputé de la moitié de son personnel, ce qui entraînera des répercussions néfastes sur toute l'industrie des pêches, de l'aquaculture et de la transformation des produits aquatiques des régions maritimes. « En agissant ainsi, le gouvernement se pose en véritable fossoyeur des régions et de leur expertise pour trouver des solutions adaptées à leurs réalités », s'indigne M. Perron.

Le SPGQ désapprouve également la mise à mort des CRE de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent, laquelle provoque la mise à pied d'une cinquantaine d'employés. En décapitant les CRE, estime le SPGQ, le gouvernement met la hache dans ses ressources en matière de réflexion, d'analyse et de capacité de gestion. Il multiplie encore une fois les prises de grandes décisions basées sur très peu d'expertise.

Lors de sa tournée de la Côte-Nord, en novembre dernier, M. Perron avait réitéré sa demande au gouvernement d'appliquer un moratoire sur les suppressions de postes en région, demande formulée initialement en septembre dernier lors d'une tournée du Bas-Saint-Laurent. Jusqu'ici, non seulement le gouvernement n'y a pas donné suite, mais il a intensifié les coupes qui appauvrissent les régions. « Le gouvernement s'est pourtant fait élire sur la base de sa promesse de créer 250 000 emplois en cinq ans. Au lieu d'en créer, le gouvernement continue d'en couper, surtout dans les régions qui en ont pourtant un criant besoin. Plutôt que d'appuyer cette demande de moratoire au nom des gens qui les ont élus, certains députés des régions semblent plus préoccupés par la rénovation de leur bureau », observe M. Perron.

Les régions, selon le SPGQ, ont déjà lourdement contribué aux lubies infondées du retour à l'équilibre budgétaire du gouvernement. « Après les sévères ponctions, les fermetures ou les menaces qui s'abattent à un rythme effréné sur les centres locaux de développement, les carrefours jeunesse-emploi, les agences de la santé et des services sociaux, Solidarité rurale du Québec, les collèges, les directions régionales du ministère de l'Éducation et celles du ministère de l'Immigration, le gouvernement ne s'attaque plus au gras, mais à la moelle épinière des régions », se scandalise M. Perron.

Le SPGQ estime que le gouvernement devrait porter une toute grande attention au sondage de l'Association des économistes québécois (ASDEQ) dont une majorité de membres (68 %) jugent que le ministre des Finances devrait reporter son objectif d'équilibre budgétaire à 2016-2017. L'entêtement idéologique du gouvernement provoque un choc budgétaire qui frappe rudement les moins nantis et les régions. Même le Fonds monétaire international (FMI), qui défend la nécessité de poursuivre les efforts budgétaires pour ramener les ratios d'endettement à des niveaux prudents, préconise tout de même des mesures ciblées d'économies plutôt que des coupes générales. « En s'attaquant aux leviers économiques de création d'emplois et de développement de l'expertise en région, le gouvernement ne cible rien, il saccage à l'aveugle », conclut M. Perron.